



Aspects de la crise politique en Grèce. Ruptures dans le système de partis politiques et positionnement du personnel politique local: le cas de la région du Pirée, 2009-2013

Dimitrios Kosmopoulos

► To cite this version:

Dimitrios Kosmopoulos. Aspects de la crise politique en Grèce. Ruptures dans le système de partis politiques et positionnement du personnel politique local: le cas de la région du Pirée, 2009-2013. Encyclo. Revue de l'école doctorale ED 382, Université Sorbonne Paris Cité, 2014, pp.51-70. <hal-01158304>

HAL Id: hal-01158304

<https://hal-univ-diderot.archives-ouvertes.fr/hal-01158304>

Submitted on 31 May 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

**ASPECTS DE LA CRISE POLITIQUE EN GRECE.
RUPTURES DANS LE SYSTEME DE PARTIS POLITIQUES ET
POSITIONNEMENT DU PERSONNEL POLITIQUE LOCAL :
LE CAS DE LA REGION DU PIREE, 2009-2013**

Les élections nationales grecques de mai - juin 2012 constituent un point de cristallisation d'une série de ruptures affectant la reproduction du système de partis politiques établi depuis 1974. En effet, à la suite de la chute du régime des colonels, et après une phase de stabilisation du régime démocratique, on a assisté à la formation assez rapide d'un système de partis dont les pôles principaux sont la Nouvelle Démocratie (*ND*), parti issu du camp historique de la Droite pro-dictatoriale, le Mouvement Panhélienique Socialiste (*Pasok*), issu de la famille politique du Centre, et le Parti Communiste Grec (*KKE*)¹. Il s'agissait ainsi d'une période où « les trois camps historiques de la vie politique grecque du 20^e siècle s'organisent en partis de masse »². L'application du cadre analytique de Sartori³ au système de partis grec des années 1980 et 1990 a nourri des débats féconds sur la nature de ce système. En particulier, la question de la classification entre un pluralisme polarisé mais limité et un tripartisme polarisé reste encore ouverte⁴. Cependant, le fait que ces trois partis « déjà, depuis 1981, recueillent cumulativement au moins 95% des suffrages exprimés »⁵,

* Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO).

¹ Sur la question des forces politiques pro-dictatoriales : Jean MEYNAUD, *Les forces politiques en Grèce*, Lausanne, Études de Science Politique, 1965 et Ilias NIKOLAKOPOULOS, *Κόμματα και βουλευτικές εκλογές στην Ελλάδα 1946-1964 (Partis politiques et élections parlementaires en Grèce 1946-1964)*, Athènes, EKKE, 1988.

² Giannis VOULGARIS, *Ημεταπολιτευτική Ελλάδα 1974-2009 (La Grèce d'Après-Transition 1974-2009)*, Athènes, Éditions Polis, 2013, p. 265.

³ Giovanni SARTORI, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, (1976), Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 pour l'édition française.

⁴ Giannis VOULGARIS, *Ημεταπολιτευτική Ελλάδα 1974-2009, op.cit.*, p. 264.

⁵ Ilias NIKOLAKOPOULOS, *L'influence électorale des partis dans la périphérie de la capitale*, in Thomas MALOUTAS (dir.), *Κοινωνικός και οικονομικός Άτλας της*

relié au fait que le Pasok et la ND se succèdent au pouvoir depuis 1974 de manière ininterrompue, laisse entrevoir la possibilité d'un système tripolaire où la dynamique de la concurrence pour le pouvoir resterait bipolaire⁶, exprimée par le Pasok et la ND. En même temps, le Parti Communiste Grec, a pu maintenir une présence parlementaire systématique qui n'a jamais dépassé le 10% des suffrages exprimés.

Les élections de mai 2012 d'abord, puis celles de juin, suite à l'impossibilité de former un gouvernement, ont marqué l'effondrement électoral des deux partis de pouvoir. Le Pasok et la ND ont, en effet, ensemble, recueilli, en mai, 32,03% des suffrages exprimés, soit un niveau historiquement bas pour ce bipartisme dont les scores électoraux s'étaient consolidés, au cours des décennies antérieures, autour de 80%. Les deux tableaux qui suivent donnent une image de la mutation récente du système bipolaire.

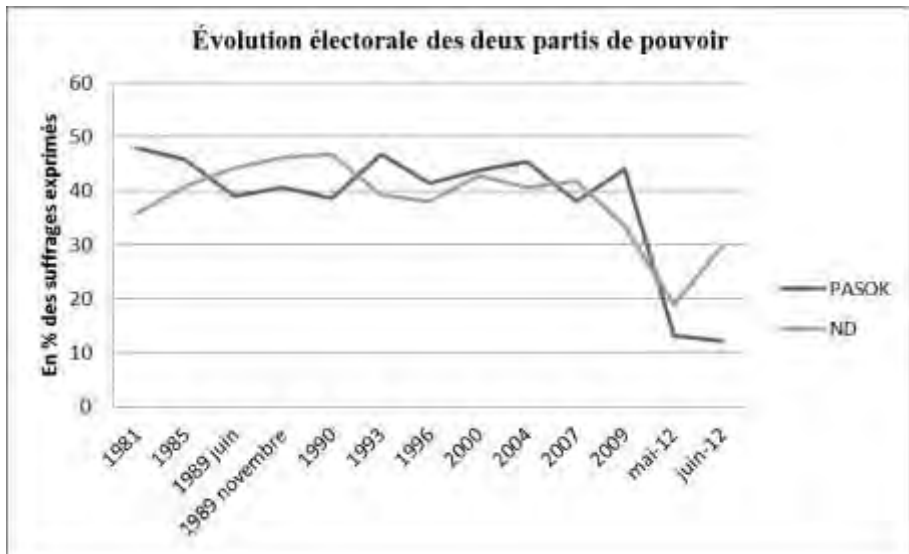


Tableau 1 : Source Ministère de l'Intérieur, notre calcul

Ελλάδας Τόμος 1, Οικόλεις (Atlas social et économique de la Grèce, vol. 1, Les villes), Athènes, Centre national des recherches sociales, 2002, p. 87.

⁶ Giannis VOULGARIS, *Ημεταπολιτευτική Ελλάδα 1974-2009*, *op.cit.*, p. 265.

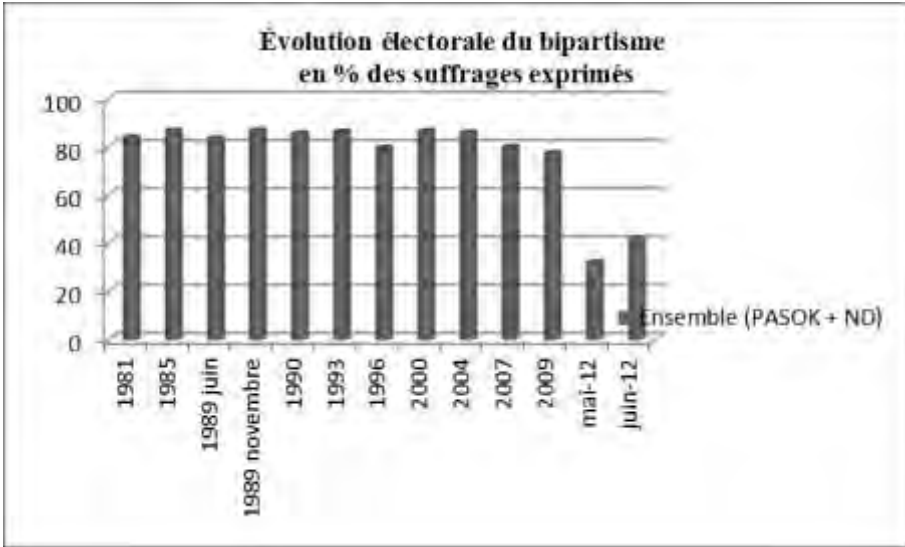


Tableau 2 : Source Ministère de l'Intérieur, notre calcul

Les élections de 2012 ont aussi marqué une reconfiguration des rapports de force politiques, cette fois au-delà des seuls partis de pouvoir. La représentation actuelle de sept partis au Parlement est une situation inédite dans l'histoire contemporaine de la Grèce. Le troisième point qui marque la rupture d'avec le passé est la composition du gouvernement lui-même. Les suffrages recueillis par les deux partis de pouvoir rendaient impossible la formation d'un gouvernement monopartisan, malgré une loi électorale privilégiant le parti arrivé en tête en le gratifiant d'un bonus de 50 sièges supplémentaires. Cette situation a conduit à la formation d'un gouvernement de coalition initialement composé de trois partis, à savoir le Pasok, la ND et la Gauche démocratique (*Dimar*) - parti issu d'une scission de la SYN (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie) en 2010 - phénomène nouveau dans l'histoire politique de la Grèce. Notre analyse met la focale sur le Pasok qui constitue un des piliers du bipartisme et qui se trouve aussi au gouvernement au moment du déclenchement de la crise économique. Ainsi, son effondrement s'inscrit dans le cadre de la fin du bipartisme traditionnel.

La contextualisation de la rupture : l'imbrication du politique et du social, éléments pour une historicisation

Pour mieux comprendre la production et la signification de ces ruptures dont nous venons de commenter les résultats, nous jugeons

nécessaire de revenir sur les conditions concrètes de l'exercice du travail politique des partis de pouvoir, un travail politique qui comprend, entre autres, les pratiques de représentation politique, de formation et d'entretien d'un électorat et de mobilisation en période électorale. Ainsi, grâce à l'analyse des continuités et des ruptures qui marquent ces pratiques, il devient possible de mieux esquisser tant les conditions dans lesquelles se sont inscrites les mutations électorales en 2012, que leurs motifs, en introduisant, à cet effet, une analyse de la temporalité de la rupture.

Au service de notre problématique, nous mobilisons un cadre théorique qui comprend tant les travaux sur la théorie des partis politiques⁷ et de la représentation politique⁸ que les travaux qui se réfèrent à une analyse localisée⁹ du phénomène politique et partisan. Conformément aux enseignements de ces théories, nous concevons les partis politiques comme étant – entre autres choses – des producteurs et des distributeurs de biens politiques¹⁰ dont la production et la distribution s'inscrit en rapport direct avec les pratiques de représentation, de maintien et d'accroissement de la base et de la mobilisation électorales. Nous entendons par biens matériels les différentes indemnités mais aussi les offres d'emploi distribuées directement par l'appareil partisan ou étatique ou encore par les différentes structures annexes du parti, ainsi que la panoplie de services qu'il est susceptible d'offrir en tant que lien de transmission entre les électeurs et l'administration publique. Nous concevons comme biens symboliques le discours officiel du parti, son programme, les promesses qu'il honore sous forme de politiques publiques ciblées, et enfin, les symboles utilisés.

C'est à l'aide de ce cadre, et en s'appuyant sur une enquête de terrain toujours en cours, qui comprend une série d'entretiens réalisés

⁷ Maurice DUVERGER, *Les partis politiques* (1951), Paris, Armand Colin, 1969 ; Giovanni SARTORI, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse* (1976), Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 ; Michel OFFERLE, *Les partis politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 6^e édition, 2010.

⁸ Pierre BOURDIEU, « La représentation politique », *ARSS*, n° 36-37, 1981 ; Daniel GAXIE, *La démocratie représentative*, Paris, Éditions Montchrestien, 4^e édition, 2003.

⁹ À titre indicatif, se reporter à Frédéric SAWICKI, *Les réseaux du parti socialiste*, Paris, Belin, 1997 ; Jean-Louis BRIQUET, Frédéric SAWICKI, « L'analyse localisée du politique », *Politix*, vol. II, 1989 ; Frédéric SAWICKI, « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, vol. I, 1988.

¹⁰ Michel OFFERLE, *Les partis politiques, op.cit.*, p. 22.

auprès du personnel politique local (maires et anciens maires, députés et anciens députés, conseillers municipaux, cadres partisans, militants) et des différents agents sociaux (chambres de commerce, associations de réfugiés, associations culturelles, syndicats d'employés dans l'administration locale etc.) que nous tenterons d'approcher les raisons de l'effondrement électoral, en validant, notamment, les hypothèses suivantes.

Tout d'abord, les pratiques du personnel politique, répétées, codifiées et routinisées au fil du temps, resteraient identiques au cours de la période examinée, tandis que le cadre social et économique, plus large, subirait des évolutions profondes. Pour le dire autrement, « [...] le passé – les passés plutôt – pèsent de tout leur poids sur les comportements, à la mesure de l'efficacité que les élus prêtent à des savoir-faire hérités. Tout se passe comme s'ils ne pouvaient pas envisager que des pratiques et des savoirs éprouvés aient pu être disqualifiés par la transformation des rapports sociaux »¹¹.

Plus concrètement, le maintien de la base électorale pour les deux partis de pouvoir se heurte aux problèmes suivants : les biens symboliques offerts ainsi que les partis du bipartisme eux-mêmes apparaissent dévalorisés, voire délégitimés, dans une conjoncture où les accusations fusent de part et d'autre sur la responsabilité de la signature des accords avec l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (la Troïka). La situation touche de manière plus aigüe le Pasok puisqu'il était, en 2010, le parti au pouvoir. Dans le même temps, les différents symboles du système politique (Parlement, partis politiques, hommes politiques) constituent la cible principale d'un sentiment que nous qualifierions « d'antipolitique » assez diffus et plutôt vague, ouvert à toutes sortes d'interprétations et d'instrumentalisations. Ce ciblage est à géométrie variable, dans la mesure où il est relatif à la position occupée par chacun des acteurs dans le champ du pouvoir politique.

Parallèlement, le spectre des biens matériels à distribuer ne cesse de se rétrécir conséquemment aux effets de l'ajustement économique qui affectent tant l'appareil étatique que les appareils partisans. Pour ce qui est du Pasok, les couches sociales qui constituent sa base électorale¹² doivent faire face à la politique

¹¹ Jacques LAGROYE, « Être du métier », *Politix*, vol. VII, n° 28, 1994. p. 12.

¹² Sur l'évolution de la base électorale du Pasok, Christophoros VERNARDAKIS, *Πολιτικά κόμματα, εκλογές και κομματικό σύστημα: οι μετασχηματισμοί της πολιτικής αντιπροσώπευσης 1990-2010 (Partis Politiques, élections et système de partis : les transformations de la représentation politique 1990-2010)*, Athènes-Salonique, Éd.

d'austérité qui rétrécit leurs revenus tant directement qu'indirectement (par exemple, licenciements aux secteurs public et privé, diminution des salaires et des pensions, augmentation des impôts, déregularisation du marché du travail)¹³. Cette situation touche ainsi sans discrétion même les bénéficiaires à titre individuel des biens politiques distribués par le Pasok. Dans ce cadre de déficit budgétaire et de dette extérieure accrue, les difficultés du Pasok à s'approprier des ressources étatiques et à emprunter constituent deux problèmes majeurs dans la mesure où, progressivement à partir du milieu des années 1990, il dépend de plus en plus de ces ressources pour reproduire sa place dominante.

De surcroît, la dimension politique de l'ajustement économique et structurel qui a lieu depuis 2010 semble rendre caduc le rôle de négociation des différents agents sociaux nationaux et déplacer – au niveau des représentations collectives – le champ de la prise des décisions du plan local et/ou national vers le plan européen et/ou international. Ces représentations génèrent un affaiblissement important de la notoriété du personnel politique dans son ensemble, une évolution qui pèse sur le Pasok de manière aiguë.

La construction de l'espace politique local

En ce qui concerne l'analyse localisée du politique, sans que l'on ne cherche, ici, à défendre une conception qui postule l'autonomie du plan politique local par rapport au national, nous défendons l'idée de l'analyse d'un parti politique à partir du local que l'on envisage comme un lieu fécond d'observation sur l'imbrication entre sphères politique et sociale et comme un marqueur de l'ancrage social du phénomène politique¹⁴. Considérant, par conséquent, futile d'entreprendre de rechercher une circonscription qui s'avérerait plus représentative au plan national, notre choix s'est arrêté sur la région du Pirée qui offrait les avantages suivants : tout d'abord, l'évolution électorale et organisationnelle des partis politiques dans cet espace local, coïncide, dans les grandes lignes, avec les tendances qui se sont manifestées au plan national. Par ailleurs, étant donné son poids

Σάκκουλα, 2011 et Kostas ELEUTHERIOU, Chrusanthos TASSIS, ΠΑΣΟΚ. *Η άνοδος και ηπτώση (;) ενός ηγεμονικού κόμματος*, (PASOK: *Expansion et effondrement (?) d'un parti hégémonique*), Athènes, Éditions Savvalas, 2013, p. 123-134.

¹³ Pour une image plus détaillée sur les mesures décrétées, lois n° 3833/2010, 3845/2010, 3846/2010, 3863/2010, <http://www.hellenicparliament.gr/>.

¹⁴ Frédéric SAWICKI, *Les réseaux du parti socialiste*, op.cit., p. 17.

spécifique (474 974 personnes étaient inscrites sur les listes électorales dans les deux circonscriptions à la date de juin 2012)¹⁵, tous les partis les plus importants y sont implantés, une réalité qui nous procure de riches éléments d'explication en ce qui concerne la structure de l'offre politique et de la concurrence partisane. Ainsi, au-delà de la seule analyse du vote, nous est-il aussi possible de nous intéresser à la structure locale des partis politiques et à l'insertion du personnel politique dans cet « espace social structuré selon des principes non spécifiquement politiques (ce qu'il est convenu de nommer « l'inscription sociale du politique ») »¹⁶.

Enfin, la ville du Pirée constitue un centre urbain important, un centre commercial et bien sûr un centre portuaire et maritime dont l'activité dépasse le strict cadre local, voire national¹⁷. De plus, la région qui s'étend vers l'Ouest et qui comprend plusieurs municipalités de la 2^{ème} circonscription (Pirée B), constitue, c'est un héritage de l'histoire, une zone industrielle¹⁸, liée toujours, mais pas uniquement, à l'activité maritime. De fait, l'évolution donc de cette région est-elle caractérisée par une série de phénomènes plus amples qui ont marqué l'histoire moderne de la Grèce, telle que, par exemple, la formation d'une bourgeoisie autour du port (conçu ici dans son double sens d'espace et d'activités économiques y afférant), l'accueil massif des réfugiés venus d'Asie Mineure en 1922, l'industrialisation et ensuite la désindustrialisation, la concentration urbaine et la migration intérieure.

Le plan local se structure donc à travers et autour de l'activité d'agents très divers. Tout d'abord, l'administration centrale détermine les frontières spatiales des différentes unités administratives et politiques. Ce découpage politico-administratif en circonscriptions

¹⁵ Ministère de l'Intérieur.

¹⁶ Jean-Louis BRIQUET, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », in *Politix*, vol. VII, n° 28, 1994, p. 17.

¹⁷ Eustache SOROKOS, *La morphologie sociale du Pirée à travers son évolution*, Athènes, Centre national des recherches sociales, 1985 ; Georgios VLACHOS, C. VORDOKAS, *Η ναυπηγική, κατασκευαστική και επισκευαστική βιομηχανία της περιοχής Πειραιά-Περάματος-Σκαραμαγκά (L'industrie de construction et de réparation navale de la région du Pirée-Perama-Skaramagka)*, Athènes, ΚΕΠΕ-Centre de planification et des recherches économiques, 1985.

¹⁸ Lila LEONTIDOU, *Πόλεις της σιωπής. Εργατικός εποικισμός της Αθήνας και του Πειραιά (Villes silencieuses. Colonisation ouvrière d'Athènes et du Pirée)*, Athènes, Éd. Thémelio, 1989 ; Manos SPYRIDAKIS, *Εργασία και κοινωνική αναπαραγωγή στη Ναυπηγοεπισκευαστική βιομηχανία του Πειραιά (Travail et reproduction sociale dans l'industrie de la construction-réparation navale du Pirée)*, Athènes, Éditions Papazisi, 2010.

électorales et en municipalités participe de la construction de l'espace politique local. Cependant, cette co-construction ne revêt pas un caractère unidimensionnel. Dans certains cas, le découpage vient exprimer et institutionnaliser des oppositions sociales déjà existantes. La morphologie sociale de la deuxième circonscription du Pirée se constitue d'une zone de forte concentration de salariés. Au sein de la première circonscription, on trouve aussi des quartiers populaires mais on trouve également une représentation importante des catégories professionnelles plus élevées¹⁹. La municipalité du Pirée par exemple, qui fait partie de la première circonscription, comprend des quartiers bourgeois ainsi que des quartiers populaires²⁰. Ainsi, le découpage administratif joue ici un rôle d'unification entre des lieux à la cohérence sociale variable et des marchés électoraux différenciés.

De plus, l'activité des agents sociaux comme les associations culturelles, les associations de professionnels, les Maisons d'ouvriers, les Chambres de commerce et d'industrie, les associations sportives, participent aussi à la mise en avant et au renforcement de la localité. Dans notre recherche, nous allons donc concevoir l'espace politique local en tant qu'« un lieu de mémoire et de formation d'une identité »²¹. L'identité dont il est ici question renvoie aussi au concept de l'autochtonie qui « devrait être pensé comme un rapport social s'étant construit avec le temps, ayant requis des dispositifs, s'étant forgé et consolidé par des discours mais qui en aucun cas, ne devait se réduire à la qualité objective de l'ancienneté résidentielle ou encore au fait d'être natif du lieu »²². À partir de ces considérations, il devient donc possible de penser l'espace politique local comme « [...] une histoire et un territoire, c'est-à-dire une entité qui n'est pas synonyme d'une circonscription administrative, qui ne se réduit pas en un agrégat d'intérêts matériels, mais qui rappelle une identité culturelle.

¹⁹ Thomas MALOUTAS (dir.), *Κοινωνικός και οικονομικός Άτλας της Ελλάδας Τόμος 1, Οικόλεις* (Atlas social et économique de la Grèce, vol 1, Les villes), Athènes, Centre National des Recherches Sociales, 2002, p. 44-47.

²⁰ L. MARATOU-ALIPRANTI, Vassiliki PAPLIAKOU, *Types de ménages et diversités locales au Pirée*, Actes du colloque de Aranjuez « Ménages, familles, parentèles et solidarités dans les populations méditerranéennes », Association internationale des démographes de langue française, 1994.

²¹ Frédéric SAWICKI, « Questions de recherche... », *op.cit.*, p. 6.

²² Jean-Noël RETIERE, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », in *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003. p. 126.

Ce qui se comprend facilement si l'identité politique territoriale a une consistance historique »²³.

Enfin, le travail politique effectué au plan local contribue aussi à l'affermissement de la localité. En effet, le registre de la proximité sociale et le registre local, « des registres symboliques qui structurent l'action politique locale »²⁴ constituent d'une part, des ressources de légitimité et de reconnaissance du personnel politique, tandis que, de l'autre, l'usage qui est fait de ces ressources dans le travail politique quotidien façonne en même temps l'espace social. Dans ce cadre, « le maire réactive la conscience communale à travers l'histoire, l'invention de la population comme entité collective [...]. Les très nombreuses commémorations, centenaires [...] sont l'occasion pour lui de [...] mettre en scène une fidélité intergénérationnelle »²⁵.

C'est à partir de ces exemples qu'il devient possible de mieux appréhender l'imbrication des sphères sociale et politique. L'ensemble du personnel politique élu, quel que soit le niveau considéré, municipal ou national, est, historiquement, originaire des villes ou des circonscriptions dans lesquelles les individus se présentent. L'« importation » des candidats à la fonction de maire continue ainsi de demeurer un phénomène inexistant. Pour ce qui est des députés, cette « loi de l'autochtonie » à propos de la sélection des candidats, maintient aussi sa validité et les exceptions à « la règle » sont très peu nombreuses.

Au-delà de la reconnaissance sociale, l'activation des réseaux mentionnés auparavant, constitue aussi une pratique importante au cours de la campagne électorale qui doit être aussi envisagée comme « une conjoncture au cours de laquelle se redéfinissent les liens tissés par les hommes politiques avec leurs soutiens et les groupes composant la société locale »²⁶.

La stabilisation de ces pratiques est, ici, le résultat d'un processus long où le savoir-faire est transmis par des cadres et des militants plus anciens aux nouveaux. Ces pratiques forment aussi le cadre dans lequel s'inscrivent les relations entre l'espace social et le

²³ Dominique DAMAMME, « Deux carrières : Jean Bène et Paul Coste-Floret », *Pôle Sud*, n° 2 – 1995, p. 155.

²⁴ Dominique DAMAMME, « Deux carrières... », *op.cit.*, p. 153 et Jean-Louis BRIQUET, « Communiquer en actes... », *op.cit.*, p. 19.

²⁵ Rémi LEFEBVRE, « Être maire à Roubaix. La prise de rôle d'un héritier », *Politix*, vol. 10, n° 38, 1997, p. 74.

²⁶ Frédéric SAWICKI, « L'homme politique en campagne. L'élection municipale de Dunkerque en mars 1989 », *Politix*, vol. 7, n° 28, 1994, p. 139.

personnel politique, où se reproduisent, historiquement, l'influence politique et la domination électorale du Pasok.

Le personnel politique face à la rupture: contraintes et opportunités à partir du cas du Pasok

L'effondrement électoral du bipartisme traditionnel s'inscrit aussi dans le plan local. Ainsi, pour ce qui est de la région du Pirée, les résultats électoraux des deux élections en 2012 ont-ils suivi la tendance générale observée au niveau national : baisse profonde des scores électoraux des partis de pouvoir, essor sans précédent de la Coalition de gauche-Syriza, formation et implantation électorale des nouveaux partis, ascension électorale du parti néo-nazi Aube dorée²⁷, abstention accrue.

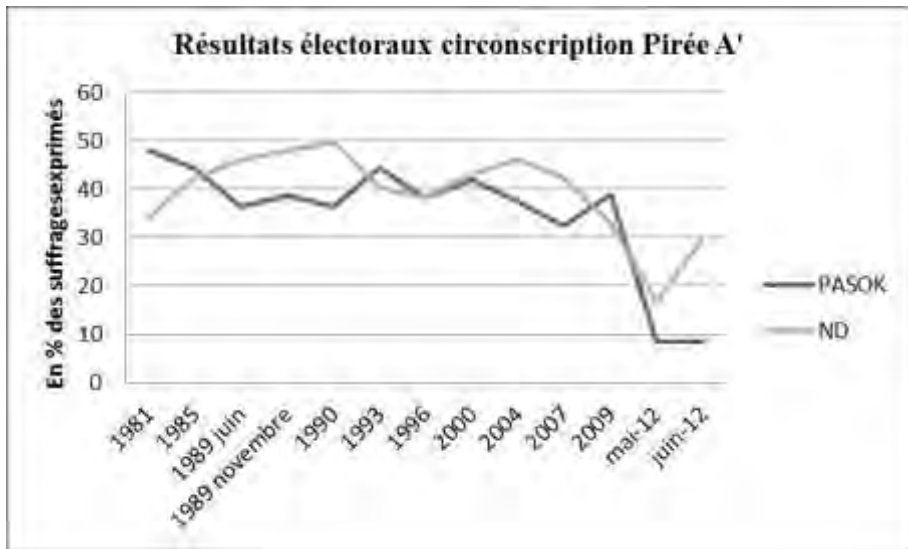


Tableau 3: Source Ministère de l'Intérieur, notre calcul

²⁷ On conserve, ici, ce terme de néonazi malgré son ambiguïté analytique afin de distinguer ce parti des autres partis d'extrême-droite traditionnelle en Grèce.

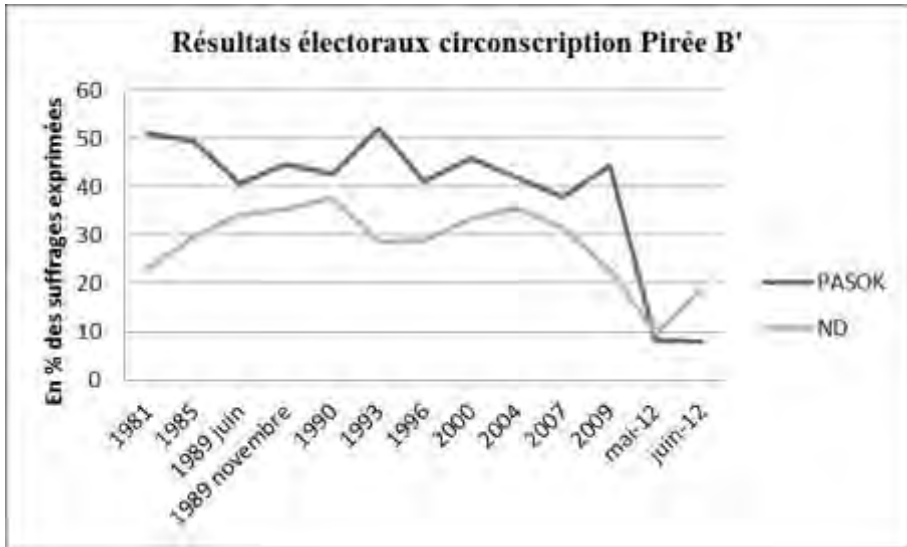


Tableau 4 : Source Ministère de l'Intérieur, notre calcul

Afin de mieux comprendre les conditions dans lesquelles cette rupture est intervenue, nous estimons nécessaire de revenir, un instant, sur nos hypothèses de départ. Ainsi, convient-il, tout d'abord, de souligner que les pratiques de la représentation et de la mobilisation électorales sont demeurées identiques pendant toute la période 2009-2012. Cependant, les changements plus globaux survenus rendent, ici, impossible le recours aux pratiques traditionnelles de mobilisation. Par exemple, pour ce qui est du Pasok, son discours officiel, son programme, mais aussi le parti lui-même en tant que « marque », sont apparus si fortement dévalorisés voire délégitimés, que ses candidats ont cessé de recourir à ces pratiques de crainte d'être insultés, voire même d'être agressés.

Au moment de la signature des accords avec la Troïka en mai 2010, le Pasok se trouvait dans une situation où la différence entre le discours officiel de 2009 et son action politique présente, le faisait apparaître comme incohérent. Cependant, et plus profondément selon nous, et notre remarque a trait, ici, à la dimension politique de l'ajustement économique et structurel, c'est-à-dire aux négociations qui ont débouché sur la signature des accords, le Pasok, en tant que parti au pouvoir au moment de la signature des accords, ne possédait pas un consensus de sa base organisée sur les politiques appliquées. Les accords ont été signés par une élite gouvernementale autour du premier-ministre et président du Pasok, sans que les instances centrales du parti soient consultées.

Ainsi, en 2012, l'explication de l'effondrement électoral ne doit-il pas se réduire à l'invocation mécanique des effets des mesures impopulaires. Il convient plutôt de l'articuler à l'absence de procédures qui participent aussi à la légitimation des biens symboliques proposés par le parti. Pour le dire autrement, « en effet, l'effondrement (électoral) semblait attendu vu l'ampleur de la crise et le grand mécontentement envers la politique gouvernementale du parti (2009-2012), mais le sapement du mécanisme partisan [...] préexistait à cette condition de délégitimation »²⁸.

Cette absence nous incite à réévaluer de manière critique les transformations de l'organisation partisane depuis 1990, des transformations qui se trouvent liées à des changements plus larges sur l'identité du parti et la concurrence partisane. Ces phénomènes s'articulent dans une série d'évolutions qu'a connues le parti depuis le milieu des années 1990. Ainsi, c'est dans un cadre d'imbrication progressive avec l'état et de concurrence interne pour le contrôle de l'appareil partisan et le leadership, que se sont inscrites les initiatives de « modernisation » ou encore d'« ouverture » du parti²⁹.

Sans que l'on analyse en détail, ici, ces évolutions, nous devons souligner quelques aspects de l'imbrication progressive du parti avec l'État. L'augmentation du volume des subventions étatiques³⁰ directes ou indirectes versées aux partis du pouvoir, la cartellisation progressive des syndicats³¹, renforcée par la désignation des élites

²⁸ Kostas ELEUTHERIOU, Chrusanthos TASSIS, *ΠΑΣΟΚ. Hάνοδος και ηπτώση (:) ενός ηγεμονικού κόμματος*, (PASOK: *Expansion et effondrement (?) d'un parti hégémonique*), Athènes, Éditions Savvalas, 2013, p. 150.

²⁹ Vassiliki GEORGIADOU, *Labour Party, SPD και ΠΑΣΟΚ Συστήματα κομματικής διεύθυνσης και οργανωτική ανασυγκρότηση* στο Κατσούλης Ηλ. (επιμ), *Νέα Σοσιαλδημοκρατία Περιεχόμενα πολιτικής θεσμοί και οργανωτικές δομές* (« Labour Party, SPD et Pasok. Systèmes de direction partisane et recomposition organisationnelle », in Ilias KATSOUΛIS, (dir.) *Nouvelle Social-démocratie. Contenus de politique, institutions et structures d'organisation*), Athènes, Ed. I. Sideris, 2002 ; Christophoros VERNARDAKIS, *Πολιτικά κόμματα, εκλογέ ζκα κομματικό σύστημα: οι μετασχηματισμοί της πολιτικής και αντιπροσώπευσης 1990-2010* (*Partis Politiques, élections et système de partis: les transformations de la représentation politique 1990-2010*), Athènes-Salonique, Éd. Σάκκουλα, 2011 ; Kostas ELEUTHERIOU, Tassis CHRUSANTHOS, « Politique intrapartisane et stratégie de l'état : la tentative 'participative' du Pasok (2004-2009) », *Science et Société*, vol. 27, 2011.

³⁰ Christoforos VERNARDAKIS, « From mass parties to cartel parties: the evolution of the structure of political parties in Greece through changes in their statutes and systems of financing », in *Working paper series on the Legal Regulation of Political Parties*, n° 27, 2012.

³¹ Christophoros VERNARDAKIS, *Πολιτικά κόμματα*, *op.cit.*, p. 252.

syndicales aux postes ministériels, l'accroissement du nombre des membres du parti exerçant des fonctions officielles au sein de l'appareil étatique³² qui a renforcé l'*étatisation* des cadres moyens et de l'élite du Pasok à partir du début des années 1990 et les relations privilégiées entretenues avec certains représentants des groupes d'intérêts influents³³ esquissent les contours d'un contexte d'imbrication progressive des intérêts des partis de pouvoir au sein de l'État.

Dans ce cadre, une série d'initiatives mettent en question le rôle du militantisme et celui de l'organisation partisane plus généralement. Ainsi, pendant la période 1996-2004 nous observons l'apparition de la notion de l'« ami » qui peut participer aux différents aspects de la vie partisane sans avoir un lien organique avec le parti. Ensuite, l'initiative de la mise en place de comités thématiques, structurés autour d'un seul sujet, en parallèle mais aussi, parfois, en concurrence avec les comités locaux déjà en place, a contribué à la « décomposition » en quelque sorte de la notion de parti³⁴.

Y a contribué, dans le même ordre d'idées, l'élection de Georges Papandreou à la Présidence du parti par un corps d'électeurs ouvert sur les « amis » et les « sympathisants » en 2004, c'est-à-dire à des personnes qui n'étaient aucunement reliées organiquement au parti, la mesure ayant accéléré un processus de dévalorisation du militantisme et de l'importance de l'appareil partisan vu que la légitimation du nouveau Président ne provient plus de l'appareil partisan³⁵. De cette façon, et avec la restructuration parallèle qui se produisait au niveau des différentes instances partisans du parti³⁶, celui-ci s'est-il retrouvé dissocié d'un gouvernement (à partir de 2009) de plus en plus autonome, et son action cantonnée, surtout, à l'exercice des fonctions de mobilisation électorale et de distribution des ressources liées au pouvoir.

Cependant, dans la conjoncture actuelle, l'exercice de ces fonctions est devenu impossible. L'ampleur de la délégitimation des biens symboliques du parti, envisagés, ici, comme une vision du monde spécifique qui justifie les décisions gouvernementales, se

³² *Ibid.*, p. 270-274.

³³ Chrussafis IORDANOGLOU, *Κράτος και ομάδες συμφερόντων. Μια κριτική της παρεδεδεγμένης σοφίας* (État et groupes d'intérêts), Athènes, Éditions Polis, 2013.

³⁴ Vassiliki GEORGIADOU, *Labour Party, op.cit.*

³⁵ Rémi LEFEBVRE, Antoine ROGER (dir.), *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives*, Rennes, Presses Universitaire de Rennes, 2009.

³⁶ Kostas ELEUTHERIOU, Chrusanthos TASSIS, *ΠΑΣΟΚ. Η άνοδος και ηπτώση, op.cit.*, p. 156.

trouve directement liée à la faiblesse de la mobilisation de la base organisée du parti, ainsi qu'au désalignement de sa base électorale. Un désalignement qui affecte également les militants et même les cadres locaux. Ce désalignement s'est clairement manifesté pendant la campagne électorale sous la forme de l'absence d'investissement de plusieurs cadres. Dans le même ordre d'idées, ce sentiment antipolitique, vague, observable depuis 2010, difficilement déchiffrable, se manifeste clairement en raison de l'influence qu'il exerce sur les pratiques pourtant parfaitement codifiées et routinisées de la campagne électorale pendant laquelle les cadres du Pasok affrontent des railleries, voire des agressions physiques.

De plus, dans un tel contexte, l'étendue des biens matériels susceptibles d'être distribués s'est retrouvée aussi rétrécie. Cependant, cette question de l'incapacité financière a révélé des phénomènes et des processus plus larges qui affectent l'évolution même du système politique et de la société toute entière. Ainsi, la situation actuelle du Pasok peut-elle être lue à l'aide de l'hypothèse de sa transformation en un « *parti-cartel* »³⁷ ou *parti d'État*, ce qui signifie que celui-ci tirait de plus en plus sa légitimité et ses ressources de l'État. De fait, la crise de l'État, sous son double aspect, crise de la dette et du déficit et le cadre restrictif imposé par les accords signés, a privé le Pasok des marges de manœuvres et de l'accès aux ressources étatiques qui lui permettaient d'honorer ses promesses ou d'appliquer des politiques de (re) distribution tant au plan central (politiques de distribution en faveur des différents groupes sociaux), que local.

Ce que nous enseigne en réalité le cas du Pasok, c'est l'influence qu'a exercé la crise économique sur le système de partis et le bipartisme, les partis de pouvoir se retrouvant alors dans l'incapacité de s'approprier des ressources étatiques afin de reproduire leur domination. Cette évolution a aussi eu des conséquences au niveau local en aggravant la situation décrite ci-dessus. L'affaiblissement de l'influence des instances locales et les difficultés insurmontables rencontrées en matière de recrutement, la non-élection des candidats à la députation du Pasok dans toute la région du Pirée, le désalignement progressif des maires socialistes par rapport au parti, la perte des postes d'influence au sein de l'administration centrale, la série de lois qui ont été votées et qui prévoyaient la diminution des embauches dans le secteur public, ont restreint la marge de manœuvre du parti qui avait toujours cherché à satisfaire deux demandes, en

³⁷ Richard KATZ, Peter MAIR, « Changing models of party organization and party democracy: the emergence of cartel party », *Party Politics*, vol. 1, n° 1, p. 5-28.

particulier, de ses électeurs : l'attribution d'emplois (surtout dans le secteur public) et la résolution de diverses demandes administratives qui constituent, peut-être, la caractéristique la plus fréquente des relations clientélistes au plan local.

Le positionnement du personnel politique local devant l'expérience de la rupture : stratégies adoptées pendant les élections municipales de 2010 et 2014

L'effondrement du bipartisme traditionnel et la vague de rejet exprimée envers les partis de pouvoir constituent des phénomènes dont l'influence s'étend au-delà du strict cadre partisan. D'ailleurs, la reproduction de ce système se base, comme on a essayé de le montrer jusqu'ici, sur une série de relations et de transactions qui se nouent entre les sphères sociale et politique. Cela dit, l'examen de l'espace local nous offre la possibilité de nous retrouver aux premières loges pour observer la traduction de la rupture ci-dessus exposée dans le plan politique local et sur le positionnement du personnel politique local qui y est confronté.

Le retour à l'analyse localisée du phénomène politique et de la concurrence partisane autorise la réévaluation, critique, de la question de la dépolitisation des élections municipales.

Ainsi, l'adhésion spontanée à un caractère dépolitisé des élections municipales, dissimulerait-elle, en réalité, un processus entier de transformation des questions et problèmes sociaux en enjeux politiques³⁸. Un processus au cœur duquel figure le travail de représentation au sens large ainsi que la diffusion d'une vision du monde, la concurrence pour les postes électifs liés au pouvoir local, la concurrence interne pour les postes d'influence, la réaffirmation de l'identité locale et de ses signifiants : construction d'un marché électoral distinct, mise à l'agenda des demandes exprimées par les citoyens ou les associations locales et co-construction des problèmes sociaux ; une série de facteurs qui ont, *de facto*, généré le caractère spécifiquement politique des élections locales.

Notre propos soutient la thèse que les élections municipales sont demeurées encore non seulement politisées, mais ont aussi été marquées par le caractère partisan, au moins jusqu'au milieu des années 2000. Pour mieux comprendre l'évolution de la concurrence politique locale, il faut analyser le processus de sélection des

³⁸ Jacques LAGROYE, « Les processus de politisation », in Jacques LAGROYE (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2002, p. 367.

candidats, un phénomène qui se structure en Grèce autour de la pratique de l'investiture et qui croise deux sphères qui, bien que distinctes, sont aussi étroitement imbriquées. La première sphère se réfère à la concurrence intrapartisanne, un processus directement lié à la structure organisationnelle du parti, à son positionnement dans l'espace de la concurrence politique et aux logiques qui gouvernent le militantisme. La deuxième sphère se réfère, elle, à l'inscription sociale des candidats dans un plan local donné, une inscription sociale qui s'exprime sous la forme de reconnaissance, de statut, de maintien des différents réseaux, etc.

Sur cette base, un parti politique est envisagé comme le détenteur d'un capital politique³⁹ qui s'objective, via le processus de la concurrence partisane, dans une série de postes de pouvoir et d'influence de l'appareil étatique, du gouvernement, de l'administration publique et des collectivités territoriales, et dans les personnes qui exercent ces fonctions. On se réfère donc, ici, à un capital collectif et accumulé par la voie collective qui se trouve directement lié à la position du parti dans l'espace de la concurrence politique. Une position qui découle du nombre et de la force des groupes sociaux que le parti est capable de représenter⁴⁰.

Dans ce cadre, l'investiture s'envisage comme un acte de transmission de ce capital politique vers une personne qui, alors, devient détentrice d'un statut et d'un poids spécifique grâce à cet acte de délégation. Ainsi, l'investiture se traduit-elle en des aspects tant matériels que symboliques. L'éventail des ressources matérielles mobilisées et distribuées par le candidat, sa force de représentation et, plus généralement, le degré d'identification partisane des électeurs composent le contenu de l'investiture.

D'ici résulte que cette transmission, en tant que processus de sélection mais aussi en tant que contenu concret, est déterminée par les circonstances existantes générales et locales. La pratique de l'investiture structure la concurrence partisane au niveau local depuis des décennies. En fait, selon Nikolakopoulos, « le caractère complètement partisan des élections municipales apparaît comme un prolongement du renforcement du Pasok au lendemain des élections de 1981 [...]. Aux élections municipales de 1982, dans la majorité des municipalités, étaient uniquement présentes trois listes, correspondant aux trois partis les plus importants, le Pasok, la ND, le PC »⁴¹.

³⁹ Pierre BOURDIEU, « La représentation politique », *op.cit.*, p. 18.

⁴⁰ Daniel GAXIE, *La démocratie représentative...*, *op.cit.*, p. 21.

⁴¹ Ilias NIKOLAKOPOULOS, *L'influence électorale des partis...*, *op.cit.*, p. 89.

Même si l'émergence de différents candidats dissidents issus des deux grands partis a bouleversé la géographie électorale de plusieurs municipalités depuis 1998, on ne peut pas parler de rupture au niveau du système politique local, puisque les conditions qui rendaient possibles les candidatures des dissidents sont demeurées inchangées : l'acquisition d'un capital politique propre important sous la forme de l'accès aux postes électifs - initialement acquis grâce à l'intervention des partis politiques d'ailleurs -, l'appropriation d'un capital politique collectif sous la forme du soutien accordé par les députés locaux du parti dont on est issu ou l'influence au sein des organisations locales du parti, ou encore le rassemblement des conseillers municipaux autour d'un candidat dissident.

Ces changements sont intervenus durant une période de stabilisation et de renforcement de la domination du Pasok à l'intérieur du système des partis, un moment où il est devenu le pôle dominant du bipartisme, à partir du milieu des années 1990. À l'époque, l'investiture constituait un enjeu de concurrence interne intense. La position dominante du Pasok dans le Pirée, et notamment dans la deuxième circonscription, qui se traduisait alors par la possibilité d'accéder à un large éventail des ressources politiques, ouvrait un important champ d'opportunités à une série d'agents politiques leur permettant de s'approprier, personnellement, ce capital symbolique et matériel collectif et donc de se présenter comme candidats dissidents à la fonction de maire sous l'étiquette d'indépendant.

C'est seulement ensuite, c'est-à-dire à partir de 2009, où les biens symboliques distribués par le parti sont apparus dévalorisés, qu'on a pu assister à une nette rupture dans la pratique de l'investiture. Nous avons même pu observer, dans le contexte des élections municipales de 2010, que les conditions concrètes qui auraient permis la transmission des ressources symboliques et matérielles du parti vers le candidat étaient absentes. Le rejet du parti et la dévalorisation de son discours, l'absence de militants et de moyens financiers ont vidé l'investiture de son contenu et influé sur l'affaiblissement de l'identification partisane, sur l'accentuation du désalignement électoral, sur l'augmentation de l'abstention et du vote de contestation. Une série de phénomènes qui se sont généralisés et approfondis lors des élections nationales de 2012.

Cette conjoncture a profondément modifié la stratégie du personnel politique local en termes de concurrence politique. Tout un ensemble d'élus locaux, comprenant des cadres historiques locaux du

Pasok qui détenaient encore des mandats municipaux, ont mis de côté l'aspect partisan et ils ont élaboré un discours et des pratiques centrées sur la surenchère au plan local. Il s'agit là d'une approche commune à tous les interviewés rencontrés qui étaient issus des deux grands partis, quel qu'ait pu être, auparavant, l'intensité de la relation organique qui les liait à leurs partis.

Sur ce point-ci, il convient, cependant, d'éviter de recourir à une approche simpliste qui expliquerait ce comportement à travers une grille de lecture basée sur la vérité/mensonge ou la justification. Si l'on entend prendre au sérieux le fait que le métier politique « s'apprend sur le tas »⁴² et que « les règles de comportement qui structurent le rôle des élus sont autant des contraintes que des modèles d'action »⁴³ dont l'analyse doit rendre compte de la « diversité et [des] contradictions qui peuvent apparaître entre eux »⁴⁴, nous devons observer le changement qui a affecté les prescriptions traditionnelles du métier de maire.

L'affaiblissement, en effet, de l'influence partisane des partis du pouvoir dans les différentes instances locales, a ouvert la possibilité d'entrée dans le jeu politique local à des acteurs qui ont rompu avec la filière militante ou encore à d'autres dont les ressources sont, exclusivement, liées à la reconnaissance locale. Ainsi, à défaut d'investitures officielles, plusieurs candidatures sont apparues sous l'étiquette « candidat indépendant ».

Pour ce qui est des candidats indépendants, même quand ceux-ci sont liés à un parti politique, leur discours et leurs pratiques obéissent à un leitmotiv parfaitement repéré. Les enjeux locaux sont mis au premier rang, les clivages autour du mémorandum et de la politique centrale, pour leur part, ne sont pas inscrits à l'agenda, la sélection des candidats conseillers est pluraliste, on trouve alors des candidats qui sont issus de tous les partis, à l'exception de l'Aube dorée, et du parti communiste qui réunit ses cadres et ses militants sur ses propres listes. De plus, en analysant les discours officiels enregistrés et les entretiens, nous faisons le constat de la valorisation d'un modèle d'autorité municipale basé sur une efficacité de type gestionnaire, englobant les clivages partisans. Une tendance qui est facilitée par le mode de scrutin, majoritaire à deux tours, qui facilite la coopération lors du deuxième tour.

⁴² Jacques LAGROYE, « Être du métier », *op.cit.*, p. 10.

⁴³ Jean-Louis BRIQUET, « Communiquer en actes... », *op.cit.*, p. 25.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 44.

Ainsi, y compris aujourd'hui officieusement, le rôle du Pasok s'avère, *de facto*, dénué d'influence. Un phénomène aussi renforcé par la décision du parti de ne pas présenter de maires officiels sous sa propre étiquette, mais de privilégier des coalitions plus larges. Loin de parler d'une tentative d'influence collective, nous préférons, ici, plutôt évoquer des stratégies personnelles variables selon les réseaux d'interconnaissance respectifs de la part des socialistes au niveau local, fait qui explique la dispersion des membres du comité régional du Pirée bis à des listes électorales concurrentes, un phénomène rencontré dans plusieurs municipalités.

La double rupture survenue sur le plan de la concurrence politique, une rupture dans les pratiques de l'investissement et dans l'orientation des discours et des pratiques en fonction du local, l'accent étant mis, à présent, sur une approche gestionnaire des affaires municipales et sur la pluralité des candidats, doit d'abord se comprendre comme le résultat d'une incapacité des deux partis de pouvoir à reproduire, aujourd'hui, le modèle de l'hégémonie, et plus spécifiquement, le modèle du bipartisme traditionnel. Une conjoncture qui bouleverse ainsi le rapport de forces dans l'architecture institutionnelle locale, qui désigne les institutions, les lieux et les personnes dont l'imbrication et l'activité assuraient la reproduction du système jusqu'alors dominant.

Mais sur ce point, il nous faut immédiatement souligner que c'est surtout l'étiquette partisane qui est mise en cause et non le système de sélection et de reproduction des élites locales en tant que tel. En effet, du moins pour l'instant, c'est seulement le registre politique en termes d'appartenance partisane qui n'est plus en mesure de produire les effets qu'il produisait encore auparavant. Pour ce qui est des autres registres, nous pouvons relever qu'ils sont persistants, non sans ajouter que l'on assiste à une appropriation diversifiée qui est fonction de l'inscription de chaque acteur dans le rapport de forces.

La continuité, par exemple, qui s'exprime en termes d'âge, de genre, d'autochtonie, de multipositionnalité au sein des différentes institutions locales, ou encore en termes de représentation de certaines catégories professionnelles chez les maires⁴⁵, nous incite à réfléchir au fait que le noyau dur, en quelque sorte, de la sélection et de la reproduction des élites politiques n'est pas mis en cause.

⁴⁵ Sont surreprésentées les professions libérales, et en particulier les avocats, les médecins et les ingénieurs.

Conclusion

Le terme de *crise* monopolise le débat public lorsqu'on entreprend de commenter la conjoncture actuelle en Grèce. Cependant, nous avons choisi de faire progresser notre problématique en privilégiant les concepts de continuité et de rupture. Le concept de continuité nous incite d'abord à historiciser la question des relations sociales et des rapports de force qui ont rendu possible la mise en place et la consolidation du système de partis et, plus précisément, celui du bipartisme dans un espace donné. Un espace dont la structuration s'articule à l'histoire nationale et constitue, comme nous avons eu l'occasion de le dire, un point d'imbrication entre la sphère sociale et la sphère politique.

En examinant ainsi les termes de la reproduction du bipartisme dans un espace local donné, nous sommes alors mieux à même de saisir les éléments qui rendent cette reproduction problématique. En d'autres termes, nous pouvons mieux contextualiser la rupture, c'est-à-dire repérer le cadre et les conditions dans lesquelles cette rupture s'opère avec le passé. Cette démarche facilite ainsi la tâche qui consiste à observer l'inscription de phénomènes plus larges dans l'espace local, leur appropriation par les acteurs, et la reconfiguration des différents rapports qu'ils entretiennent entre eux. Ce n'est qu'à cette seule condition qu'il devient alors possible de mettre en perspective le positionnement et le changement de stratégie des acteurs locaux.

De cette façon, en focalisant sur la question du « *comment s'opère la rupture ?* », nous pouvons faire progresser et vérifier la validité de nos hypothèses concernant les raisons de la rupture, en prévenant le risque d'une approche essentialiste qui peut se dissimuler à l'arrière-plan d'une question s'intéressant au « pourquoi ». L'interrogation sur les conditions de production de cette rupture dans chaque contexte spatiotemporel constitue une question ouverte. Nous espérons que cette présentation aura contribué tant au plan méthodologique que pragmatologique à fournir quelques éléments de réflexion.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

DOSSIER THÉMATIQUE : « LES TEMPS DE LA RUPTURE »

Yohann BARRES, Brice NOCENTI et François REYSSAT

Les temps de la rupture

RUPTURE ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Gabriela COMAN

Les manifestations de casseroles de 2012 du Québec, mouvement de réparation politique et éveil civique

Aslı TELSEREN

Occupy Gezi : Est-il possible de penser une rupture durable ?

Dimitrios KOSMOPOULOS

Aspects de la crise politique en Grèce. Ruptures dans le système de partis politiques et positionnement du personnel politique local : le cas de la région du Pirée, 2009-2013

Federico TARRAGONI

Un corps qui émancipe : pratiques et représentations du corps dans les quartiers populaires vénézuéliens

IDENTITÉS ET RUPTURE

Igor FIATTI

La Hongrie, un radeau à la dérive entre l'Est et l'Ouest

Jeffrey TALLANE

Une autre conversion : spiritualité antique et attitude de modernité à partir de Michel Foucault

UTOPIE ET ACTION POLITIQUE : PENSER LES TEMPORALITES DE LA RUPTURE

Alice CARABEDIAN

Le Cycle de la Culture de Iain Banks : l'utopie hors de l'île

Sébastien BROCA

Ernst Bloch, du temps messianique à l'utopie concrète

Kevin EYBERT

Rompre avec le temps des ruptures

VARIA

Corine RENAULT

Une lecture socio-clinique de la normalisation à l'hôpital

